

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1341

[2007/200879]

1^{er} MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998, par le décret-programme du 18 décembre 2003 et par le décret du 1^{er} février 2007, notamment les articles 1^{er}bis, § 1^{er}, 3, 1^{er} alinéa, 4, 2^e alinéa, 6, 2^e alinéa, 11bis, § 1^{er} et § 2, 11ter, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, et § 3, et 11quater, 2^e alinéa;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1994 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale, modifié par les arrêtés des 3 mai et 13 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné dans l'urgence le 13 décembre 2006;

Vu l'avis n° 42.113/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° décret : le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

2° Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;

3° année de la subvention : année civile pour laquelle la subvention est octroyée;

4° année de référence : l'année précédant l'année de la subvention;

5° administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

TITRE 2. — Des institutions pratiquant la médiation de dettes**CHAPITRE 1^{er}. — De la programmation**

Art. 3. Hormis les institutions visées par l'article 1^{er}bis, § 2, du décret, une seule institution pratiquant la médiation de dettes peut être agréée dans chaque commune sauf si elle est déjà desservie par une association chapitre XII régie par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, ou une autre institution agréée de médiation de dettes, en application d'une convention de partenariat ayant pour objet d'assurer aux habitants de ladite commune l'accès à la médiation de dettes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les communes comptant plus de 30 000 habitants, des institutions supplémentaires peuvent être agréées à raison d'une institution par tranche entamée de 30 000 habitants au delà de la première tranche de 30 000 habitants.

CHAPITRE II. — De l'agrément

Art. 4. Les demandes d'agrément des institutions mentionnées à l'article 1^{er} du décret sont adressées à l'administration par lettre recommandée ou par formulaire électronique.

Art. 5. La demande d'agrément est introduite sous la forme d'une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'administration, au terme de laquelle l'institution :

1° indique sa dénomination, son siège, sa durée, son objet social et le siège de l'activité pour laquelle l'agrément est demandé, cette disposition n'étant pas applicable aux centres publics d'action sociale et aux associations de centres publics d'action sociale;

2° atteste de la décision de l'organe compétent de l'institution de s'engager dans une activité de médiation de dettes;

3° atteste de l'engagement par l'organe compétent de l'institution de se conformer aux dispositions légales et réglementaires applicables aux institutions qui pratiquent la médiation de dettes, notamment en matière de personnel spécialisé;

4° atteste que les fonctions énumérées à l'article 7, 2°, du décret ne sont pas confiées à des personnes non habilitées en vertu de cette disposition et que les membres de l'instance dirigeante de l'institution et les membres du personnel qui, en raison de ses attributions, participent directement à l'exercice de l'activité de médiation de dettes ne figurent pas dans une des catégories énumérées à l'article 78 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

5° atteste de la formation spécialisée ou de l'expérience professionnelle utile des personnes visées à l'article 4 du décret;

6° dans le cas d'une institution privée, atteste de l'indépendance de l'institution vis-à-vis des personnes ou des institutions exerçant une activité de prêteur ou d'intermédiaire de crédit soumise à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

Les documents suivants sont également joints à la demande d'agrément :

- 1° un aperçu des besoins constatés, des moyens dont la mise en œuvre est envisagée pour y faire face et de l'aire d'activité normalement couverte par l'institution;
- 2° les derniers comptes approuvés de l'institution et une indication de la disponibilité des moyens financiers nécessaires à la rémunération des personnes et des services visés à l'article 4 du décret;
- 3° s'il échet, le projet motivé du tarif des frais du coût réel de la médiation.

Les centres publics d'action sociale et les associations de centres publics d'action sociale sont dispensés de fournir les documents visés à l'alinéa 3, 2° et 3°. En revanche, les centres publics d'action sociale joignent le procès-verbal de la réunion du comité de concertation visé à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale, relative à la création du service de médiation de dettes.

Art. 6. Dans les trente jours de la réception de la demande d'agrément, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande est complète soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, sa demande en précisant les pièces et/ou données manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande est réputée complète et régulière.

Art. 7. L'administration instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Ministre dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 8. Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 9. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours, dans les mêmes formes et suivant la même procédure que celle prévue pour la demande d'agrément.

L'administration instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Ministre dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier. Dans l'attente d'une décision définitive du Ministre, l'institution est sensée être agréée pour un délai de six mois prenant cours à partir de la date d'expiration de l'agrément.

Art. 10. Le refus ou le retrait de l'agrément, le non renouvellement de l'agrément est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

- 1° les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours.

Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au service.

CHAPITRE III. — *Du tarif maximum applicable par les institutions pratiquant la médiation de dettes*

Art. 11. Sans préjudice du tarif fixé en application de l'article 1675/19 du Code judiciaire, le tarif maximum applicable par les institutions privées agréées pratiquant la médiation de dettes est fixé comme suit :

- 1° établissement initial du bilan financier global du demandeur : € 77,76;
- 2° négociation d'un plan d'apurement avec les créanciers : € 46,41;
- 3° préparation des conclusions en vue d'une comparution en justice : € 37,63.

Art. 12. Ce tarif est rattaché à l'indice des prix à la consommation et correspond à l'indice de références 105,15 (base 2004). Il est adapté au 1^{er} janvier de chaque année.

CHAPITRE IV. — *De la formation*

Art. 13. La formation spécialisée visée à l'article 4 du décret est attestée par un certificat délivré à l'issue de la participation à un programme de trente heures au moins de cours théoriques portant sur les matières suivantes :

- 1° droit des obligations;
- 2° crédit hypothécaire;
- 3° crédit à la consommation;
- 4° contentieux de l'inexécution de la dette et voies d'exécution;
- 5° aspects méthodologiques de la médiation de dettes;
- 6° règlement collectif de dettes.

En conclusion du programme de formation, et deux semaines au moins après les cours théoriques, une journée au moins est consacrée à l'étude pratique de cas.

Art. 14. L'expérience utile de trois ans visée à l'article 4 du décret est attestée par une déclaration motivée écrite, soit de l'employeur, soit du bâtonnier de l'ordre des avocats d'un barreau.

CHAPITRE V. — *Du subventionnement*

Art. 15. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1° dossier traité : toute demande adressée au cours de l'année de référence à l'institution agréée qui a fait au moins l'objet d'une analyse budgétaire (recensement des revenus et des charges des personnes) et d'un récapitulatif détaillé des dettes existantes, ou tout dossier comportant un plan d'apurement des dettes qui, au cours d'une année postérieure à celle de son ouverture, a fait l'objet soit d'une révision du plan d'apurement établi compte tenu de la survenance d'un élément nouveau, soit d'écrits individualisés adressés à des créanciers ou à des tiers et relatifs à l'exécution du plan, soit de rencontres régulières avec le débiteur dans le cadre de l'accompagnement de l'exécution du plan;

2° formation continuée : toute formation liée à la pratique de la médiation de dettes, autre que la formation de base obligatoire;

3° site décentralisé : tout lieu adapté, situé dans une autre commune que celle où se situe le siège principal de l'activité, où les personnes en demande de médiation de dettes peuvent être reçues tant pour un premier entretien que pour les entretiens ultérieurs nécessaires au traitement de leur dossier.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, l'institution agréée crée une fiche de suivi standardisée par dossier où elle consigne ses interventions, les dates de celles-ci ainsi que la liste des créanciers.

Art. 16. Les institutions mentionnées à l'article 11bis, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du décret agréées au 1^{er} janvier de l'année de référence, bénéficient à leur demande d'une subvention au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Une commune et le centre public d'action sociale de cette commune ne peuvent en aucun cas être subventionnés en même temps. Une commune ou un centre public d'action sociale ne peuvent être subventionnés lorsqu'ils sont membres associés d'une association de communes ou d'une association de centres publics d'action sociale qui bénéficie d'une subvention sur la base du présent chapitre.

Les frais de personnel et de fonctionnement ne peuvent donner lieu à une subvention que s'ils ne sont pas couverts par une autre source de financement.

L'institution ne peut prétendre à une subvention que si elle a traité au cours de l'année de référence au minimum 2 dossiers pour 1 000 habitants lorsqu'il s'agit d'une institution publique et au minimum 30 dossiers lorsqu'il s'agit d'une institution privée.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les institutions publiques, la partie forfaitaire de la subvention est fonction de l'importance de la population du territoire desservi. Il est attribué à ces institutions un subside de € 0,30 par habitant.

Le chiffre de la population des communes desservies est celui qui résulte du relevé officiel de la population au 1^{er} janvier de l'année de référence et qui est publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Pour les institutions privées, la partie forfaitaire de la subvention est égale à une somme annuelle de € 10.000.

Art. 18. La partie variable de la subvention est composée des éléments suivants établis pour l'année de référence :

1° un montant lié au nombre de dossiers;

2° un montant lié à la formation continuée du personnel;

3° un montant lié à la décentralisation lorsqu'il s'agit d'une association chapitre XII, d'une association intercommunale ou d'un centre public d'action sociale conventionné avec d'autres C.P.A.S. pour la médiation de dettes et qui exerce l'activité de médiation de dettes dans un ou plusieurs sites décentralisés situés dans une autre commune que celle où se trouve le siège de l'association ou du C.P.A.S. pilote;

4° un montant lié à l'organisation par l'institution ou à son initiative d'un ou plusieurs groupes d'appui pour la prévention du surendettement.

Art. 19. § 1^{er}. Le montant visé à l'article 18, 1° est fixé à € 70 par dossier traité.

Toutefois, le montant établi sur base de l'alinéa 1^{er} ne peut excéder :

— € 21.000 pour les institutions publiques desservant un territoire de moins de 50 000 habitants;

— € 35.000 pour les institutions publiques desservant un territoire de 50 000 à 150 000 habitants et pour les institutions privées;

— € 70.000 pour les institutions publiques desservant un territoire de plus de 150 000 habitants.

§ 2. Le montant visé à l'article 18, 2°, est égal à € 250.

Si l'institution agréée affecte à la pratique de la médiation de dettes un personnel supérieur à deux équivalents temps plein, ce montant est porté à € 370.

§ 3. Le montant visé à l'article 18, 3°, est égal à € 1.000 par site décentralisé en activité avec un maximum de 3 sites.

§ 4. Le montant visé à l'article 18, 4°, est fixé à € 1.500 par groupe d'appui de prévention du surendettement organisant 10 animations annuelles au moins.

Chaque institution agréée peut créer un groupe d'appui. Si la commune ou le groupe de communes desservis compte plus de 30 000 habitants, plusieurs groupes d'appui peuvent être organisés par une institution agréée à concurrence d'un groupe par tranche complète de 30 000 habitants.

Art. 20. § 1^{er}. La demande de subvention doit être introduite, par courrier ou par formulaire électronique, au plus tard le 1^{er} mars de l'année de la subvention. Elle comporte les éléments permettant d'en déterminer la partie variable.

§ 2. La subvention fait l'objet d'une avance équivalente à 70 % du subside estimé sur la base des éléments fournis lors de la demande. Cette avance est payée au cours du premier semestre de l'année de la subvention.

§ 3. Le solde de la subvention est liquidé au cours de l'année suivant celle de la subvention, en tenant compte de l'avance versée et sur présentation des justificatifs de dépenses de personnel et de fonctionnement afférentes à l'année de la subvention. Les justificatifs de dépenses doivent parvenir à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle de la subvention.

TITRE 3. — Des centres de référence

CHAPITRE I^{er}. — De l'agrément

Art. 21. Les demandes d'agrément des centres de référence sont adressées à l'administration par lettre recommandée ou par formulaire électronique.

Art. 22. La demande d'agrément est introduite sous la forme d'une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'administration, au terme de laquelle l'association :

1° atteste que l'objet de l'association prévoit des actions en matière de lutte contre le surendettement;

2° atteste de la formation spécialisée reconnue par le Ministre et l'expérience professionnelle en matière de travail social d'au moins cinq ans de l'assistant social;

3° atteste de l'engagement ou d'une convention avec un docteur ou un licencié en droit disposant de la formation susvisée ou d'une expérience utile d'au moins cinq ans;

4° atteste que les membres du personnel qui, en raison de leurs attributions, participent directement à l'exercice de l'activité de médiation de dettes ne figurent pas dans une des catégories énumérées à l'article 78 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

La décision de l'organe compétent de l'association de solliciter l'agrément en qualité de centre de référence est également jointe à la demande d'agrément.

Art. 23. Dans les trente jours de la réception de la demande d'agrément, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande est complète soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, sa demande en précisant les pièces et/ou données manquantes.

A défaut d'envoi d'un accusé de réception dans les délais fixés, la demande est réputée complète et régulière.

Art. 24. L'administration instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Ministre dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 25. Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 26. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

L'association n'est tenue de fournir que la décision de l'organe compétent demandant le renouvellement de l'agrément.

L'administration instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Ministre dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier. A défaut pour le Ministre de statuer dans ce délai, l'association est sensée être agréée pour un délai de six mois prenant cours à partir de la date d'expiration de l'agrément.

Art. 27. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation du décret ou du présent arrêté.

Le refus ou le retrait de l'agrément, le non renouvellement de l'agrément est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

1° les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours.

Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au service.

CHAPITRE II. — *Du subventionnement*

Art. 28. Les dépenses du personnel d'un centre de référence sont prises en considération pour assurer la prise en charge des prestations des membres de l'équipe visée à l'article 11bis, § 2, alinéa 4, 2° et 3°, du décret et d'un agent administratif. Le subside afférent au docteur ou au licencié en droit couvre un temps plein.

Les frais de la convention d'entreprise conclue avec un avocat sont assimilés à des dépenses de personnel.

Les dépenses de personnels visées aux alinéas 1^{er} et 2 ne seront prises en considération qu'à concurrence des échelles barémiques précisées dans les annexes au présent arrêté.

Les dépenses de personnels visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorées des charges patronales calculées sur les échelles barémiques visées à l'alinéa précédent.

Les membres du personnel peuvent se voir attribuer une ancienneté de service pour l'expérience utile acquise dans leur emploi.

Le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel des centres de référence s'effectue conformément aux principes généraux du personnel de la fonction publique locale et provinciale.

Art. 29. Les frais de fonctionnement des centres de référence sont pris en considération à raison d'un montant de € 6.000 majoré de € 0,04/habitant de la ou des parties de provinces couvertes par un centre avec un maximum total de € 25.000.

En outre, dans le cadre de la politique de prévention du surendettement et de l'encadrement des groupes d'appui de la prévention du surendettement, les dépenses du personnel et de fonctionnement des centres de référence sont prises en considération à concurrence de € 40.000/an.

Les centres de référence sont par ailleurs autorisés à facturer aux institutions de médiation de dettes agréées, les frais de déplacement de leurs agents pour les prestations fournies au profit de ces institutions.

Art. 30. Les frais de personnel et de fonctionnement afférents à l'année de la subvention font l'objet de deux avances semestrielles équivalentes chacune à 40 % du subside estimé sur la base des dépenses afférentes à l'année précédente.

Toutefois, pour la première année d'octroi de la subvention aux centres de référence, les avances semestrielles sont fixées à € 80.000 chacune.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances semestrielles déjà versées.

Le centre de référence qui n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

TITRE 4. — *De l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement*

CHAPITRE I^{er}. — *De la reconnaissance*

Art. 31. L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement situé à Charleroi est reconnu, à sa demande, par le Ministre s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'association sans but lucratif et avoir établi son siège social à Charleroi;

2° disposer d'un conseil d'administration comportant au moins :

— 2 représentants désignés par le Gouvernement wallon;

— 2 représentants du secteur bancaire ou de l'économie;

- 2 représentants des associations de consommateurs;
- 2 représentants des institutions pratiquant la médiation de dettes ou des centres de référence;
- 3° disposer d'une équipe comprenant au moins :
 - un directeur porteur d'un diplôme universitaire;
 - un docteur ou un licencié en droit;
 - un licencié en sciences économiques;
 - un gradué titulaire d'un diplôme à orientation juridique, économique ou administrative;

4° fournir la délibération de l'organe compétent de l'association contenant l'engagement d'accomplir les missions dévolues à l'article 11^{ter} du décret.

Art. 32. La demande de reconnaissance est adressée par pli recommandé au Ministre lequel statue dans les deux mois. La reconnaissance vaut pour une période de six ans.

En cas de non-accomplissement des missions dévolues par le décret ou des conditions visées à l'article 31, la reconnaissance peut être retirée.

Le retrait de la reconnaissance, le non renouvellement de la reconnaissance est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre ayant l'Action sociale dans ses attributions qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

- 1° les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours.

Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au service.

CHAPITRE II. — *Du subventionnement*

Art. 33. Les dépenses de personnel de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement sont prises en considération pour assurer la prise en charge des prestations de l'équipe visée à l'article 31, 3°.

Les dépenses de personnels visées à l'alinéa précédent ne seront prises en considération qu'à concurrence des échelles barémiques précisées dans l'annexe I^{er} du présent arrêté et en tenant compte des règles relatives à l'évaluation du personnel de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement détaillées à l'annexe II du présent arrêté.

Les dépenses de personnels visées à l'alinéa 1^{er} sont majorées des charges patronales calculées sur les échelles barémiques visées à l'alinéa précédent.

Les membres du personnel peuvent se voir attribuer une ancienneté de service pour l'expérience utile acquise dans leur emploi. En outre, pour le personnel de l'Observatoire, une ancienneté pécuniaire peut être reconnue conformément à l'arrêté du Gouvernement du 18 décembre 2003 contenant le Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 34. Les frais de fonctionnement afférents aux missions de l'Observatoire sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas € 100.000 par an. Ces frais doivent notamment servir à couvrir l'organisation des formations de base et continuées selon un programme convenu avec le Ministre. Pour les subventions relatives aux formations, cet octroi est subordonné à l'introduction d'un budget prévisionnel et d'un programme d'activité approuvé par le Ministre.

Art. 35. Les frais de personnel et de fonctionnement afférents à l'année de la subvention font l'objet de deux avances semestrielles équivalentes chacune à 40 % du subside estimé sur la base des dépenses afférentes à l'année précédente.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances semestrielles déjà versées.

Si l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard, il ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

TITRE 5. — *Du contrôle*

Art. 36. Le contrôle administratif et financier des institutions pratiquant la médiation de dettes agréées, des centres de références agréés et de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement est exercé par les fonctionnaires de l'administration.

Dans le cadre de ce contrôle, l'administration pourra inviter l'institution à produire les documents et preuves nécessaires qui n'ont pas été produites dans le cadre de la demande d'agrément.

Art. 37. Le centre de référence agréé établit un rapport annuel d'activités qui permet de vérifier s'il respecte les dispositions du décret et celles prises en exécution de ce décret. Ce rapport sera transmis à l'administration pour le 30 avril de l'année suivante au plus tard.

Art. 38. Une copie de toutes les décisions relatives à un octroi, un renouvellement, un refus ou un retrait d'agrément d'une institution pratiquant la médiation de dettes et d'un centre de référence est signifiée au Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 39. L'administration tient à jour la liste des institutions pratiquant la médiation de dettes et des centres de référence.

TITRE 6. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 40. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 1994 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2001;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale, modifié par les arrêtés du 3 mai 2001 et du 13 décembre 2001;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs.

Art. 41. A titre transitoire, les institutions publiques ou privées agréées et subventionnées pour l'organisation d'une école de consommateurs en application des arrêtés ministériels des 6 décembre 2004 et 10 novembre 2005, restent régies, jusqu'au règlement définitif des dossiers de subvention, par les règles contenues dans l'arrêté du 18 mars 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs.

Art. 42. Par dérogation à l'article 20, 1^{er} alinéa, le délai pour l'introduction de la demande de subvention 2007 est porté au premier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 43. L'article 11bis, § 1^{er}, du décret et le présent arrêté produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2007.

Art. 44. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Annexe I^e

I. Echelle des traitements du personnel de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.

Les échelles des traitements du personnel de l'Observatoire du Crédit correspondant aux échelles barémiques suivantes du Ministère de la Région wallonne :

1. directeur A5S : grade de recrutement;
2. directeur A4 : l'échelle A4 peut être rendue accessible par décision du conseil d'administration de l'Observatoire moyennant une ancienneté de huit ans dans cette fonction au sein de l'Observatoire et au moins deux évaluations positives;
3. attaché juriste ou économiste A6 : grade de recrutement;
4. premier attaché A5 : le grade de premier attaché peut être accessible par décision du conseil d'administration de l'Observatoire, à l'attaché qui compte une ancienneté de huit ans dans cette fonction au sein de l'Observatoire et qui dispose d'au moins deux évaluations positives;
5. gradué B3 : grade de recrutement;
6. gradué B2 principal : le grade de gradué principal peut être rendu accessible, par décision du conseil d'administration de l'Observatoire, au gradué qui compte une ancienneté de huit ans dans cette fonction et dispose d'au moins deux évaluations positives.

II. Echelle de traitement du personnel des centres de références.

Les échelles de traitement du personnel des centres de référence et les conditions d'octroi des échelles prises en compte pour la fixation des traitements de l'agent administratif, de l'assistant social et du licencié en droit sont les échelles prévues pour les grades D1, D4, D5, D6 ou C3, B1 à B4 et A1 à A3 telles que prévues par les circulaires du Ministre des Affaires intérieures du 27 mai 1994 relatives aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale et du Ministre de l'Action sociale du 12 juillet 1994 sur l'application de ces principes généraux dans les centres publics d'action sociale ainsi que des circulaires modificatives ultérieures de ces Ministres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Namur, le 1^{er} mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Annexe II

Règles relatives à l'évaluation du personnel de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement

La procédure d'évaluation du personnel est organisée et appliquée selon le schéma exposé ci-après :

Les membres du personnel de l'Observatoire se voient attribuer l'une des trois évaluations suivantes :

- 1^o très positive;
- 2^o positive;
- 3^o réservée.

Le modèle de bulletin d'évaluation comprenant entre autres les critères servant à l'évaluation des membres du personnel figure ci-après. La mention figurant au regard de chaque critère est importante pour déterminer l'évaluation globale du membre du personnel. Pour pouvoir obtenir la mention globale "Très positive", le membre du personnel ne pourra avoir aucune mention "Réservée" au regard d'un des critères. La mention "Réservée" est attribuée lorsque le membre du personnel obtient la mention "Réservée" au regard de la moitié au moins des critères.

L'évaluation est notifiée aux membres du personnel tous les deux ans. Elle leur est toutefois notifiée un an après qu'ils se voient attribuer l'évaluation "Réservée", ou un an après qu'ils aient commencé à exercer leurs nouvelles fonctions.

Les membres du personnel ne pourront obtenir une échelle supérieure par le système de l'évolution de carrière prévu à l'annexe I^{re} du présent arrêté que s'ils ont eu des évaluations au moins "Positive".

La procédure d'évaluation est fixée comme suit :

- le projet d'évaluation est établi par le conseil d'administration pour le directeur de l'Observatoire et par le directeur de l'Observatoire pour les autres membres du personnel;
- ce projet est notifié à l'intéressé(e);
- si ce projet ne suscite aucune remarque de la part de l'intéressé(e), le conseil d'administration fixe définitivement l'évaluation;
- si ce projet donne lieu à une contestation de la part de l'intéressé(e), ce(tte) dernier(ère) peut alors introduire une réclamation dans les quinze jours de la notification. Le conseil d'administration ou le directeur, après avoir entendu l'intéressé(e), pourra faire une autre proposition qui sera jointe au projet d'évaluation en même temps que le procès verbal d'audition. Le conseil d'administration tranchera définitivement.

La fiche d'évaluation est composée de :

- 1° la carte d'identité du membre du personnel (nom, prénom, niveau, entrée en service, fonctions exercées);
- 2° un descriptif des activités : tâches assignées au membre du personnel;
- 3° situations particulières rencontrées par le membre du personnel depuis la dernière évaluation et manière dont il les a assumées;
- 4° formations éventuellement demandées et suivies;
- 5° appréciation :

	Très positive	Positive	Réservée
Qualité du travail : qualité et degré d'achèvement du travail sans considérer le rendement quantitatif; degré de soin, d'exactitude et de précision.			
Quantité du travail : masse effectuée dans un laps de temps déterminé sans considérer la qualité du travail et capacité à effectuer la totalité des tâches de sa fonction.			
Polyvalence : capacité d'effectuer des travaux différents et d'occuper d'autres positions que celles qui lui sont confiées normalement.			
Disponibilité : réaction de l'intéressé aux contraintes qui résultent de circonstances particulières ou d'un changement dans l'environnement de travail.			
Créativité et initiative : capacité à imaginer et promouvoir des idées nouvelles et à réagir à des événements imprévus.			
Esprit d'équipe et sociabilité : capacité à travailler en groupe en vue de réaliser un objectif commun et de contribuer au maintien d'un environnement agréable.			
Sens de la solidarité : capacité à aider ses collègues.			
Pour les grades à responsabilités : sens de l'organisation et de la responsabilité.			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

Namur, le 1^{er} mars 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1341

[2007/200879]

1 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998, bij het programmadecreet van 18 december 2003 en bij het decreet van 1 februari 2007, inzonderheid op de artikelen 1bis, § 1, 3, eerste lid, 4, tweede lid, 6, tweede lid, 1bis, § 1 en § 2, 11ter, § 1, eerste lid, en § 3, en 11quater, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 1994 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie, gewijzigd bij de besluiten van 3 mei en 13 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 13 december 2006;

Gelet op het advies nr. 42.113/4 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Actie;

3° subsidiejaar : het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt toegekend;

4° referentiejaar : het jaar dat voorafgaat aan het subsidiejaar;

5° administratie : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

TITEL 2. — *Instellingen voor schuldbemiddeling*

HOOFDSTUK I. — *Programmering*

Art. 3. Behalve de instellingen bedoeld in artikel 1bis, § 2, van het decreet, mag in elke gemeente één enkele instelling voor schuldbemiddeling erkend worden tenzij de gemeente al bediend wordt door een vereniging hoofdstuk XII geregeld bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of door een andere erkende instelling voor schuldbemiddeling, ingevolge een partnerschapsovereenkomst op grond waarvan schuldbemiddeling gegarandeerd wordt aan de inwoners van bedoelde gemeente.

In afwijking van het eerste lid kunnen in de gemeenten met meer dan 30 000 inwoners bijkomende instellingen erkend worden naar rato van één instelling per aangesneden schijf van 30 000 inwoners boven de eerste schijf van 30 000 inwoners.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Art. 4. De aanvragen tot erkenning van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet worden bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronisch formulier aan de administratie gericht.

Art. 5. De erkenningsaanvraag wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie wordt opgemaakt en waarin de instelling de volgende gegevens vermeldt :

1° haar benaming, zetel, duur, maatschappelijk doel en de zetel van de activiteit waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, waarbij deze bepaling niet van toepassing is op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en op de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° het bewijs van de beslissing waarbij het bevoegde orgaan van de instelling een schuldbemiddelingsactiviteit zal uitoefenen;

3° het bewijs van de verbintenis waarbij het bevoegde orgaan van de instelling zich zal houden aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de instellingen voor schuldbemiddeling, o.a. inzake gespecialiseerd personeel;

4° het bewijs dat de functies bedoeld in artikel 7, 2°, van het decreet niet toegewezen worden aan personen die niet gemachtigd zijn krachtens deze bepaling en dat de leden van het leidend orgaan van de instelling en de personeelsleden die op grond van hun bevoegdheden rechtstreeks deelnemen in de uitoefening van de schuldbemiddelingsactiviteit niet ingedeeld zijn in één van de categorieën bedoeld in artikel 78 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

5° het bewijs van de gespecialiseerde opleiding of van de nuttige beroepservaring van de personen bedoeld in artikel 4 van het decreet;

6° in het geval van een privé-instelling, het bewijs van haar onafhankelijkheid t.o.v. personen of instellingen die een activiteit van kredietgever of -bemiddelaar uitoefenen krachtens de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Elke wijziging van de gegevens vevat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

Bij de erkenningsaanvraag worden ook de volgende stukken gevoegd :

1° een overzicht van de vastgestelde behoeften, van de middelen waarvan de aanwending overwogen wordt om daarop in te spelen en het activiteitsgebied dat normaal onder de instelling valt;

2° de laatste goedgekeurde rekeningen van de instelling en een vermelding van de beschikbaarheid van de financiële middelen die nodig zijn voor de bezoldiging van de personen en diensten bedoeld in artikel 4 van het decreet;

3° in voorkomend geval, het gemotiveerde ontwerp van het tarief van de kosten van de reële prijs van de schuldbemiddeling.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn vrijgesteld van de overlegging van de stukken bedoeld in het derde lid, 2° en 3°. Daarentegen voegen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de notulen bij van de vergadering van het overlegcomité bedoeld in artikel 26, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de de openbare centra voor maatschappelijk welzijn m.b.t. de oprichting van de dienst voor schuldbemiddeling.

Art. 6. Binnen dertig dagen na ontvangst van erkenningsaanvraag bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als de aanvraag volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen twee maanden te vervolledigen en hem op de ontbrekende stukken en/of gegevens wijst.

Bij gebrek aan bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

Art. 7. De administratie behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan de Minister over binnen een maand na de indiening ervan als ze volledig is.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 8. De beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 9. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt maximum zes maanden en minimum drie maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend aan de hand van dezelfde formulieren en volgens dezelfde procedure als die voorzien voor de erkenningsaanvraag.

De administratie behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan de Minister over binnen een maand na de indiening ervan als ze volledig is.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier. In afwachting van een definitieve beslissing van de Minister wordt de instelling geacht te zijn erkend voor een termijn van zes maanden, die ingaat op de vervaldatum van de erkenning.

Art. 10. Bij weigering, intrekking of niet-hernieuwing van de erkenning kan een beroep bij de Regering ingediend worden.

Het beroep wordt binnen twee maanden na kennisgeving van de omstreden beslissing bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister van Sociale Actie, die het aan de Regering overlegt.

Het beroep vermeldt :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- 2° het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep.

De Minister geeft de dienst kennis van de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Maximumtarief dat toegepast kan worden door de instellingen voor schuldbemiddeling*

Art. 11. Onverminderd het tarief bepaald overeenkomstig artikel 1675/19 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt het maximumtarief dat toegepast kan worden door erkende privé-instellingen voor schuldbemiddeling vastgelegd als volgt :

- 1° initiële opmaak van de globale financiële balans van de aanvrager : € 77,76;
- 2° onderhandeling over een aanzuiveringsplan met de schuldeisers : € 46,41;
- 3° voorbereiding van de conclusies met het oog op een verschijning voor de rechtbank : € 37,63.

Art. 12. Dat tarief wordt gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen en stemt overeen met de referentie-index 105,15 (basis 2004). Het wordt jaarlijks aangepast op 1 januari.

HOOFDSTUK IV. — *Opleiding*

Art. 13. Het bewijs van de gespecialiseerde opleiding bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt geleverd d.m.v. een getuigschrift afgegeven na deelname aan een programma van minstens dertig uren theorielessen i.v.m. de volgende materies :

- 1° verbintnissenrecht;
- 2° hypothecair krediet;
- 3° verbruikskrediet;
- 4° geschil i.v.m. het niet-betalen van de schuld en uitvoeringsmiddelen;
- 5° methodologische aspecten van de schuldbemiddeling;
- 6° collectieve schuldenregeling.

Om het opleidingsprogramma af te sluiten, wordt minstens twee weken na de theorielessen minimum één dag aan het praktische onderzoek van gevallen besteed

Art. 14. De nuttige ervaring van drie jaar bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt aangetoond aan de hand van een gemotiveerde schriftelijke verklaring, hetzij van de werknemer, hetzij van de stafhouder van de orde der advocaten bij een balie.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëring*

Art. 15. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° behandeld dossier : elke aanvraag gericht aan de erkende instelling in de loop van het referentiejaar die het voorwerp heeft uitgemaakt van minstens één begrotingsanalyse (telling van de inkomens en lasten van de personen) en van een uitvoerig overzicht van de bestaande schulden, of elk dossier dat een aanzuiveringsplan bevat voor de schulden die in de loop van een jaar dat volgt op het jaar van de opening ervan het voorwerp heeft uitgemaakt van hetzij een herziening van het opgemaakte aanzuiveringsplan daar er rekening gehouden moest worden met een nieuw gegeven, hetzij geïndividualiseerde geschriften gericht aan de schuldeisers of aan derden en betreffende de uitvoering van het plan, hetzij regelmatige ontmoetingen met de schuldenaar in het kader van de begeleiding van de uitvoering van het plan;

2° voortgezette opleiding : elke andere opleiding dan de verplichte basisopleiding i.v.m. schuldbemiddeling;

3° gedecentraliseerde site : elke aangepaste plaats, gelegen in een andere gemeente dan die waar de hoofdzetel van de activiteit gevestigd is, waar de personen die om schuldbemiddeling verzoeken zich kunnen melden voor een eerste gesprek of voor verdere gesprekken met het oog op de behandeling van hun dossier.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, maakt de erkende instelling een nieuwe gestandaardiseerde opvolgingsfiche op die haar tegemoetkomingen vermeldt, alsmede de data waarop ze verleend worden en de lijst van de schuldeisers.

Art. 16. De instellingen bedoeld in artikel 11*bis*, § 1, eerste lid, van het decreet die op 1 januari van het referentiejaar erkend zijn, genieten op eigen verzoek een subsidie als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten.

Een gemeente en haar openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mogen in geen geval gelijktijdig gesubsidieerd worden. Een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hebben geen recht op subsidies indien ze lid zijn van een vereniging van gemeenten of van een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn die krachtens dit hoofdstuk wordt gesubsidieerd.

De personeels- en werkingskosten komen slechts in aanmerking voor een subsidie als ze niet worden gedekt door een andere financieringsbron.

Een instelling kan pas aanspraak maken op een subsidie als ze gedurende het referentiejaar minstens 2 dossiers voor 1 000 inwoners heeft behandeld in het geval van een openbare instelling en minstens 30 dossiers in het geval van een privé-instelling.

Art. 17. § 1. Voor openbare instellingen is het forfaitaire deel van de subsidie afhankelijk van het bevolkingscijfer van het bediende grondgebied. Deze instellingen ontvangen een subsidie van € 0,30 per inwoner.

Het bevolkingscijfer van de bediende gemeenten is het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte officiële bevolkingscijfer op 1 januari van het referentiejaar.

§ 2. Voor privé-instellingen bedraagt het forfaitaire deel van de subsidie € 10.000 per jaar.

Art. 18. Het wisselende deel van de subsidie bestaat uit de bedragen die voor het referentiejaar worden vastgelegd, met name :

1° een bedrag gekoppeld aan het aantal dossiers;

2° een bedrag voor de voortgezette personeelsopleiding.

3° een bedrag gekoppeld aan de decentralisatie als het gaat om een vereniging hoofdstuk XII, om een intercommunale vereniging of om een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geconventioneerd met andere O.C.M.W.'s voor schuldbemiddeling en die aan schuldbemiddeling doet in één of meer gedecentraliseerde sites gelegen in een andere gemeente dan die waar de zetel van de vereniging of van het O.C.M.W. met de voorttrekkersrol gevestigd is;

4° een bedrag gekoppeld aan de organisatie door de instelling of op haar initiatief van één of verschillende steungroepen voor de preventie van schuldenoverlast.

Art. 19. § 1. Het bedrag bedoeld in artikel 18, 1°, wordt vastgelegd op € 70 per behandeld dossier.

Het bedrag bepaald krachtens het eerste lid mag echter niet hoger zijn dan :

— € 21.000 voor de openbare instellingen die een grondgebied met minder dan 50 000 inwoners bedienen;

— € 35.000 voor de openbare instellingen die een grondgebied met 50 000 à 150 000 inwoners bedienen en voor privé-instellingen;

— € 70.000 voor de openbare instellingen die een grondgebied met meer dan 150 000 inwoners bedienen.

§ 2. Het bedrag bedoeld in artikel 18, 2°, is gelijk aan € 250.

Als de erkende instelling meer dan twee voltijds equivalent personeelsleden aanstelt voor schuldbemiddeling, wordt dat bedrag tot € 370 verhoogd.

§ 3. Het bedrag bedoeld in artikel 18, 3°, is gelijk aan € 1.000 per gedecentraliseerde site in activiteit, met een maximum van 3 sites.

§ 4. Het bedrag bedoeld in artikel 18, 4°, wordt vastgelegd op € 1.500 per steungroep voor de preventie van schuldenoverlast die jaarlijks minstens 10 activiteiten organiseert.

Elke erkende instelling mag een steungroep oprichten. Als de bediende gemeente of groep van gemeenten meer dan 30 000 inwoners telt, kunnen verschillende steungroepen door een erkende instelling georganiseerd worden naar rato van één groep per volledige schijf van 30 000 inwoners.

Art. 20. § 1. De subsidieaanvraag wordt uiterlijk 1 maart van het subsidiejaar ingediend per e-mail of d.m.v. een elektronisch formulier. Ze bevat de gegevens op grond waarvan het variable gedeelte van de subsidie bepaald kan worden.

§ 2. De subsidie is het voorwerp van een voorschot gelijk aan 70 % ervan, die geraamd wordt op grond van de gegevens verstrekt bij de aanvraag. Dat voorschot wordt betaald in de loop van de eerste semester van het subsidiejaar.

§ 3. Het saldo van de subsidie wordt uitbetaald in de loop van het jaar dat op het subsidiejaar volgt, rekening houdende met het gestorte voorschot en na overlegging van de stukken die de personeels- en werkingsuitgaven voor het subsidiejaar bevestigen. De bewijsstukken voor de uitgaven worden uiterlijk 30 april van het jaar na het subsidiejaar aan de administratie overgemaakt.

TITEL 3. — *Referentiecentra*

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

Art. 21. De aanvragen tot erkenning van de referentiecentra worden bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronisch formulier aan de administratie gericht.

Art. 22. De erkenningsaanvraag wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie wordt opgemaakt en aan de hand waarvan de vereniging :

1° het bewijs levert dat het doel van de vereniging voorziet in acties inzake de bestrijding van schuldenoverlast;

2° het bewijs levert dat de maatschappelijk assistent de door de Minister erkende gespecialiseerde opleiding heeft gevolgd en minstens vijf jaar beroepservaring inzake maatschappelijk werk heeft;

3° het bewijs levert van de verbintenis of van een overeenkomst met een geneesheer of een licentiaat in de rechten die bovenbedoelde opleiding heeft gevolgd of minstens vijf jaar nuttige beroepservaring heeft;

4° het bewijs levert dat de personeelsleden die op grond van hun bevoegdheden rechtstreeks deelnemen in de uitoefening van de schuldbemiddelingsactiviteit niet ingedeeld zijn in één van de categorieën vermeld in artikel 78 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Elke wijziging van de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

De beslissing van het bevoegde orgaan van de vereniging om de erkenning als referentiecentrum aan te vragen wordt eveneens bij de erkenningsaanvraag gevoegd.

Art. 23. Binnen dertig dagen na ontvangst van erkenningsaanvraag bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst als de aanvraag volledig is, hetzij een bericht waarbij zij hem erom verzoekt zijn aanvraag binnen twee maanden te vervolledigen en hem wijst op de ontbrekende stukken en/of gegevens.

Bij gebrek aan bericht van ontvangst binnen de voorgeschreven termijnen wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

Art. 24. De administratie behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan de Minister over binnen een maand na de indiening ervan als ze volledig is.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 25. De beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegegeeld.

Art. 26. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt maximum zes maanden en minimum drie maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend.

De vereniging moet slechts de beslissing van het bevoegde orgaan overmaken waarbij de hernieuwing van de erkenning wordt aangevraagd.

De administratie behandelt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan de Minister over binnen een maand na de indiening ervan als ze volledig is.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier. Als de Minister niet binnen die termijn beslist, wordt de instelling geacht te zijn erkend voor een termijn van zes maanden, die ingaat op de vervaldatum van de erkenning.

Art. 27. De erkenning kan ingetrokken worden als het decreet of dit besluit niet in acht genomen wordt.

Bij weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning kan een beroep bij de Regering ingediend worden.

Het beroep wordt binnen twee maanden na kennisgeving van de omstreden beslissing bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister van Sociale Actie, die het aan de Regering overlegt.

Het beroep vermeldt :

1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;

2° zijn voorwerp en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep.

De Minister geeft de dienst kennis van de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Art. 28. De personeelsuitgaven van een referentiecentrum worden in aanmerking genomen om de prestaties van de leden van het team bedoeld in artikel 11bis, § 2, vierde lid, 2° en 3°, van het decreet en van een administratief personeelslid ten laste te nemen. De subsidie die betrekking heeft op de geneesheer of de licentiaat in de rechten dekt een voltijdse betrekking.

De kosten van de bedrijfsovereenkomst die is afgesloten met een advocaat worden met personeelsuitgaven gelijkgesteld.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste en het tweede lid worden in aanmerking genomen met inachtneming van de weddenschalen opgegeven in de bijlagen bij dit besluit.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste en het tweede lid worden vermeerderd met de werkgeversbijdragen berekend op grond van de weddenschalen bedoeld in het vorige lid.

De personeelsleden kunnen een dienstanciënniteit toegekend krijgen voor de nuttige ervaring die ze in hun betrekking verworven hebben.

De geldelijke anciënniteit van het personeel van de referentiecentra wordt berekend overeenkomstig de algemene beginselen van het personeel van het gemeentelijk en provinciaal openbaar ambt.

Art. 29. De werkingskosten van de referentiecentra worden in aanmerking genomen voor een bedrag van € 6.000, verhoogd met € 0,04/inwoner van het/de provinciegedeelte(n) bediend door een centrum, waarbij het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan € 25.000.

In het kader van het beleid voor de preventie van schuldenoverlast en van de begeleiding van de steungroepen voor de preventie van schuldenoverlast worden de personeels- en werkingsuitgaven van de referentiecentra in aanmerking genomen ten belope van € 40.000/jaar.

De referentiecentra mogen voor het overige de verplaatsingskosten van hun personeelsleden i.v.m. de diensten verstrekten ten gunste van de erkende instellingen voor schuldbemiddeling aan deze instellingen factureren.

Art. 30. De personeels- en werkingskosten betreffende het subsidiejaar zijn het voorwerp van twee halfjaarlijkse voorschotten gelijk aan 40 % van de subsidie geschat op grond van de uitgaven betreffende het vorige jaar.

Voor het eerste jaar waarin de subsidie aan de referentiecentra wordt toegekend, wordt elk halfjaarlijks voorschot evenwel op € 80.000 vastgelegd.

De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald na een definitieve berekening waarbij rekening wordt gehouden met de reeds gestorte halfjaarlijkse voorschotten.

Het erkende referentiecentrum dat de boekhoudkundige gegevens van het voorafgaande boekjaar uiterlijk 30 april niet aan de Regering heeft overgemaakt, krijgt voor het lopende jaar geen voorschotten meer zolang de gegevens niet zijn toegestuurd.

TITEL 4. — *“Observatoire du Crédit et de l’Endettement” (Waarnemingscentrum Krediet en Schuldenlast)*

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

Art. 31. Het in Charleroi gevestigde “Observatoire du Crédit et de l’Endettement” wordt op eigen verzoek door de Minister erkend indien het de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, met maatschappelijke zetel gevestigd in Charleroi;

2° beschikken over een raad van bestuur met minstens :

— 2 vertegenwoordigers aangewezen door de Waalse Regering;

— 2 vertegenwoordigers van het bankwezen of de bedrijfswereld;

— 2 vertegenwoordigers van de consumentenverenigingen;

— 2 vertegenwoordigers van de instellingen voor schuldbemiddeling of van de referentiecentra;

3° beschikken over een team dat bestaat uit minstens :

- een directeur die houder is van een universitair diploma;
- een geneesheer of een licentiaat in de rechten;
- een licentiaat in de economische wetenschappen;
- een graduaat die houder is van een diploma met de studierichting rechten, economie of administratie;

4° de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging overleggen waarbij de verbintenis wordt aangegaan om de krachtens artikel 11ter van het decreet toegewezen opdrachten te vervullen.

Art. 32. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister, die zich uitspreekt binnen twee maanden. De erkenning geldt voor een periode van zes jaar.

Indien de bij het decreet toegewezen opdrachten of de in artikel 31 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn, kan de erkenning ingetrokken worden.

Bij weigering, intrekking of niet-hernieuwing van de erkenning kan een beroep bij de Regering ingediend worden.

Het beroep wordt binnen twee maanden na kennisgeving van de omstreden beslissing bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister van Sociale Actie, die het aan de Regering overlegt.

Het beroep vermeldt :

- 1° de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- 2° zijn voorwerp en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep.

De Minister geeft de dienst kennis van de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK II. — *Subsidiëring*

Art. 33. De personeelsuitgaven van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" worden in aanmerking genomen om de prestaties van het team bedoeld in artikel 14, 3, van dit besluit ten laste te nemen.

De personeelsuitgaven bedoeld in het vorige lid worden in aanmerking genomen met inachtneming van de weddenschalen opgegeven in de bijlage I bij dit besluit en met inachtneming van de regels voor de evaluatie van het personeel van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" die uitvoerig omschreven worden in bijlage II bij dit besluit.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste lid worden verhoogd met de werkgeversbijdragen berekend op grond van de weddenschalen bedoeld in het vorige lid.

De personeelsleden kunnen een dienstanciënniteit toegekend krijgen voor de nuttige ervaring die ze in hun betrekking verworven hebben. Bovendien kan aan het personeel van het "Observatoire" een geldelijke anciënniteit toegekend worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Art. 34. De werkingskosten i.v.m. de opdrachten van het "Observatoire" worden in aanmerking genomen voorzover ze niet meer dan € 100.000 per jaar bedragen. Deze kosten dienen o.a. om de organisatie van de basis- en voortgezette opleidingen te dekken volgens een met de Minister overeengekomen programma. Wat betreft de subsidies voor de opleidingen, wordt de toekenning onderworpen aan de overlegging van een voorbegroting en van een door de Minister goedgekeurde activiteitenprogramma.

Art. 35. De personeels- en werkingskosten betreffende het subsidiejaar zijn het voorwerp van twee halfjaarlijkse voorschotten gelijk aan 40 % van de subsidie geschat op grond van de uitgaven die op het vorige jaar slaan.

De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald na een definitieve berekening waarbij rekening wordt gehouden met de reeds gestorte halfjaarlijkse voorschotten.

Indien het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" de boekhoudgegevens m.b.t. tot het voorgaande boekhoudjaar uiterlijk 30 april niet aan de Regering heeft overgemaakt, ontvangt het geen voorschot meer voor het lopende jaar zolang de gegevens niet zijn overgemaakt.

TITEL 5. — *Controle*

Art. 36. De administratieve en financiële controle op de erkende instellingen voor schuldbemiddeling, de erkende referentiecentra en het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" wordt door de ambtenaren van de administratie uitgeoefend.

In het kader van deze controle kan de administratie de instelling verzoeken om de overlegging van de nodige stukken en bewijzen die niet zijn overlegd in het kader van de erkenningsaanvraag.

Art. 37. Het erkende referentiecentrum maakt een jaarlijks activiteitenverslag op waarmee kan worden nagegaan of het zich houdt aan de bepalingen van het decreet en aan de bepalingen genomen ter uitvoering ervan. Dat verslag wordt uiterlijk 30 april van het volgende jaar aan de administratie overgemaakt.

Art. 38. Van alle beslissingen tot toekenning, hernieuwing, weigering of intrekking van een erkenning wordt een afschrift overgemaakt aan de federale Minister van Economische Zaken.

Art. 39. De lijst van de instellingen voor schuldbemiddeling en de referentiecentra wordt door de administratie bijgehouden.

TITEL 6. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 40. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Regering van 20 oktober 1994 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2001;

2° het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programmadecreet van 16 december 1999 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie, gewijzigd bij de besluiten van 3 mei 2001 en 13 december 2001;

3° het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen.

Art. 41. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de openbare en privé-instellingen die overeenkomstig de ministeriële besluiten van 6 december 2004 en 10 november 2005 erkend zijn en gesubsidieerd worden voor de organisatie van een consumentenschool, tot de definitieve regeling van de subsidiedossiers onderworpen aan de regels vervat in het besluit van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen.

Art. 42. In afwijking van artikel 20, eerste lid, wordt de termijn voor de indiening van de subsidieaanvraag 2007 vastgelegd op de eerste dag van de tweede maand na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 43. Artikel 11*bis*, § 1, van het decreet en dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 2007.

Art. 44. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 1 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

Bijlage I

I. Weddeschalen voor het personeel van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement".

De weddeschalen voor het personeel van het "Observatoire du Crédit" die overeenstemmen met de volgende weddeschalen van het Ministerie van het Waalse Gewest zijn de volgende :

1. directeur A5S : wervingsgraad;
2. directeur A4 : de schaal A4 kan toegankelijk gemaakt worden bij beslissing van de raad van bestuur van het "Observatoire", mits een anciënniteit van acht jaar in deze functie binnen het "Observatoire" en minstens twee positieve evaluaties;
3. attaché-jurist of economist A6 : wervingsgraad;
4. eerste attaché A5 : de graad van eerste attaché kan bij beslissing van de raad van bestuur van het "Observatoire" toegankelijk gemaakt worden voor de attaché die acht jaar anciënniteit in deze functie telt binnen het "Observatoire" en over minstens twee positieve evaluaties beschikt;
5. gegradueerde B3 : wervingsgraad;
6. eerstaanwendend gegradueerde B2 : de graad van eerstaanwendend gegradueerde kan bij beslissing van de raad van bestuur van het "Observatoire" toegankelijk gemaakt worden voor de gegradueerde die acht jaar anciënniteit in deze functie telt en over minstens twee positieve evaluaties beschikt.

II. Weddeschalen voor het personeel van de referentiecentra.

De weddeschalen voor het personeel van de referentiecentra en de voorwaarden voor de toekenning van de schalen waarmee rekening wordt gehouden bij de vastlegging van de wedden van de bestuursambtenaar, de maatschappelijk assistent en de licentiaat in de rechten zijn de schalen voorzien voor de graden D1, D4, D5, D6 of C3, B1 tot B4 en A1 tot A3 zoals bepaald bij de omzendbrieven van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden van 27 mei 1994 betreffende de algemene beginselen van het gemeentelijk en provinciaal openbaar ambt en van de Minister van Sociale Actie van 12 juli 1994 betreffende de toepassing van die algemene beginselen in de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede de latere wijzigende omzendbrieven van die Ministers.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling.

Namen, 1 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

Bijlage II

Regels voor de evaluatie van het personeel van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement"

De procedure voor de evaluatie van het personeel wordt georganiseerd en toegepast als volgt :

De personeelsleden van het "Observatoire" zijn het voorwerp van één van de drie volgende evaluaties :

- 1° zeer positief;
- 2° positief;
- 3° voorbehoud.

Het model van het evaluatieverslag dat o.a. de evaluatiecriteria bevat wordt hieronder weergegeven. Voor elk criterium moet één van de drie vakken aangekruist worden om de globale evaluatie van het personeelslid te bepalen. De globale evaluatie "zeer positief" wordt slechts verkregen als geen enkel criterium het voorwerp is van een melding "voorbehoud". De melding "voorbehoud" wordt toegekend als minstens de helft van de criteria het voorwerp is van de melding "voorbehoud".

De evaluatie wordt om de twee jaar meegedeeld aan de personeelsleden. Ze wordt hen evenwel één jaar na de toekenning van de evaluatie "voorbehoud" meegedeeld of één jaar nadat ze hun nieuwe functies hebben opgenomen.

De personeelsleden kunnen via het systeem van de loopbaanevolutive bedoeld in bijlage I bij dit besluit slechts voor een hogere schaal in aanmerking komen als ze het voorwerp hebben uitgemaakt van evaluaties die minstens "positief" zijn.

De evaluatieprocedure wordt vastgelegd als volgt :

— het evaluatieontwerp wordt door de raad van bestuur opgemaakt voor de directeur van het "Observatoire" en door de directeur van het "Observatoire" voor de overige personeelsleden;

— dat ontwerp wordt meegedeeld aan betrokken persoon;

— als betrokken persoon geen opmerkingen maakt omtrent het ontwerp, wordt de evaluatie definitief vastgelegd door de administratie;

— als betrokken persoon het ontwerp betwist, kan ze bezwaar aantekenen binnen vijftien na de mededeling. Na betrokken persoon te hebben gehoord kan de raad van bestuur of de directeur een ander voorstel doen, dat samen met het proces-verbaal van verhoor bij het evaluatieontwerp gevoegd wordt. De raad van bestuur zal een definitieve beslissing nemen.

Het evaluatieblad bevat de volgende gegevens :

1° de identiteitskaart van het personeelslid (naam, voornaam, niveau, datum van indiensttreding, uitgeoefende functies);

2° een omschrijving van de activiteiten; taken toegewezen aan het personeelslid;

3° bijzondere problemen tegengekomen door het personeelslid sinds de laatste evaluatie en manier waarop het die op zich genomen heeft;

4° opleidingen die eventueel gevraagd en gevolgd worden;

5° beoordeling :

	Zeer positief	Positief	Voorbehoud
Werkkwaliteit : kwaliteit en graad van voltooiing van het werk, waarbij geen rekening wordt gehouden met het kwantitatieve rendement, verzorgings-, juistheids- en nauwkeurighedsgraad.			
Werkkwantiteit : hoeveelheid uitgevoerd binnen een bepaald tijdsverloop, waarbij geen rekening wordt gehouden met de werkkwaliteit, en vermogen om het geheel van de taken van zijn functie te vervullen.			
Polyvalentie : vermogen om verschillende taken uit te voeren en om andere functies te bekleden dan die welke normaal worden toegewezen.			
Beschikbaarheid : reactie op de eisen te wijten aan bijzondere omstandigheden of aan een verandering in de werkomgeving.			
Creativiteit en initiatief : vermogen om met nieuwe ideeën voor de dag te komen en om die te bevorderen, en om op onvoorziene gebeurtenissen in te spelen.			
Teamgeest en sociabiliteit : vermogen om in groepsverband te werken met het oog op het halen van een gemeenschappelijk doel en op het bijdragen in de instandhouding van een aangename leefomgeving.			
Zin voor solidariteit : vermogen om collega's te helpen.			
Voor de verantwoordelijkheidsgraden : zin voor organisatie en verantwoordelijkheid.			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling.

Namen, 1 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE